

Dimanche 22 juin 2014

UJRE

UNION
DES JUIFS POUR LA
RÉSISTANCE ET L'ENTRAIDE

Aimer faire la fête, aimer être ensemble !

BRÈVE HISTOIRE DE l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide

par Alex Gromb

Articles parus dans la *PRESSE NOUVELLE MAGAZINE* :

- | | | |
|--|-------------------------------------|------|
| I. Au cœur d'une jeunesse yiddish
immigrée en France (jusqu'à 1939) | <i>PNM</i> n° 306 de mai 2013 | p. 3 |
| II. Les années de guerre (1939-1945) | <i>PNM</i> n° 307 de juin 2013 | p. 6 |
| III. Quelques repères depuis 1945 | <i>PNM</i> n° 308 de septembre 2013 | p. 9 |

UJRE

14 rue de Paradis
75010 PARIS

Tel: 01 47 70 62 16

Fax: 01 45 23 00 96

Mèl: ujre@orange.fr

ujre.monsite-orange.fr

*Pour la mémoire et la transmission de nos valeurs,
Nous continuons !*

I. AU CŒUR D'UNE JEUNESSE yiddish IMMIGRÉE EN FRANCE (JUSQU'À 1939)

L'UJRE a été créée en 1943 au cœur des ténèbres. Son histoire avait commencé en fait bien avant cette période et s'est poursuivie au-delà. C'est avant tout celle d'une génération, celle de juifs d'Europe de l'Est, nés au début du XX^e siècle, immigrés en France et ralliés avec enthousiasme à l'idéal communiste. Elle représente une page à la fois glorieuse et tragique, importante tant dans l'histoire de l'immigration que dans celle de la France, dans celle du communisme et dans celle des juifs.

Et pourtant ce rôle a été longtemps sous-estimé ou occulté de tous côtés pour des raisons diverses : trop juifs ou pas assez, trop communistes, trop étrangers...

Il mérite d'être rappelé.

Des voyageurs avec des bagages

Les premières décennies du XX^e siècle voient l'immigration de nombreux jeunes juifs en France et leur rencontre avec son mouvement ouvrier.

Ces immigrés ne sont pas des voyageurs sans bagages. Ils disposent d'une forte identité culturelle et politique. Ils sont issus d'un archipel de communautés présentes surtout en Pologne, en Ukraine, en Biélorussie, en Lituanie et en Roumanie (Bessarabie), dont la langue est le yiddish. Ce qu'on appelle le *Yiddishland*, c'est environ 8 millions de personnes à la veille de la guerre, soit la moitié de la judéité mondiale. Ces communautés sont une population urbaine, souvent misérable, formée principalement d'ouvriers, d'artisans ou de petits commerçants qui vivent dans un environnement rural. Dans les villes ou les bourgades (les *shtetls*) ils représentent souvent plus du tiers de la population. Leur identité à la fois ethnique et religieuse est évidente, incontestable pour

eux-mêmes et pour leurs voisins, catholiques ou orthodoxes.

Depuis le milieu du XIX^e siècle, deux questions qui concernent directement le monde juif travaillent l'Europe orientale : la question des nationalités et la question sociale. La première guerre mondiale voit l'effondrement et le morcellement des Empires, la création de nouveaux États au nom du principe des nationalités. En Russie, le tsarisme déjà ébranlé par la Révolution de 1905, est abattu et la Révolution d'Octobre 1917 voit la prise du pouvoir par les bolchéviks, la proclamation du premier État socialiste puis la naissance de l'Internationale communiste, « *le grand parti de la révolution mondiale* ». En 1917 également, les Britanniques par la Déclaration Balfour promettent la création d'un « *foyer national juif* » en Palestine.

Ces événements « *qui ébranlèrent le monde* » ont eu un énorme retentissement dans ce *Yiddishland* alors en pleine mutation. À côté des *heders* (écoles talmudiques) où les *melameds* (les maîtres) initient les jeunes garçons à la *Torah*, se sont multipliées les écoles juives où l'on enseigne en yiddish ou en hébreu ou polonais. Animées par de jeunes maîtres idéalistes, elles sont les agents d'un processus accéléré de modernisation et de laïcisation.

Une intense vie intellectuelle et sociale se développe, avec l'édition de journaux et de livres, la multiplication de bibliothèques, de théâtres, de chorales. Une grande partie de la jeunesse se détache alors des croyances religieuses des parents et aspire à agir pour l'émancipation des juifs, à la fois sur le plan national et sur le plan social.

Trois courants principaux mobilisant les jeunes juifs d'alors traduisent cette volonté de salut collectif, version laïcisée de l'espérance messianique :

- *Le sionisme* prône, comme seule solution à la question juive, la constituti-

on d'un État-nation en Palestine avec l'hébreu comme langue nationale.

- *Le Bund* défend l'organisation spécifique d'un mouvement ouvrier juif et l'autonomie culturelle (autour du yiddish) des juifs en Europe orientale.

- *Le communisme* met l'accent sur le cadre universaliste de la solution : partie prenante d'une communauté œcuménique, la classe ouvrière mondiale, au sein de la même organisation, les travailleurs juifs élimineront à la fois l'oppression de classe et l'antisémitisme en participant à la révolution et, en attendant, en défendant la patrie du socialisme.

Favorisée par les transports modernes, l'émigration des juifs d'Europe centrale et orientale prend des proportions massives depuis le dernier quart du XIX^e siècle. C'est l'émigration économique « classique » de ceux qui, fuyant la misère et l'arriération, partent vers des pays porteurs d'espérance d'amélioration et de modernité.



Marc Chagall, *Khalyastre*, 1924

Ils fuient aussi les pogroms de l'Empire russe, ceux de la guerre civile qui suit la Révolution d'Octobre, ceux des soldats

bleus du général Haller dans la Pologne ressuscitée... C'est également la réponse à l'hostilité ambiante et aux lois restrictives envers les juifs que mettent en place les États nouvellement indépendants. Et pour les militants, sortis de prison ou pourchassés, l'exil est également la solution.

Partir, bien sûr, mais où aller ? Ailleurs ! Les parcours sont souvent compliqués. Les émigrants, parfois clandestins, empruntent des filières familiales, des connexions régionales

ou politiques. Certains s'arrêtent en chemin, d'autres, expulsés, changent de destination. D'autres encore, déçus par la réalité du pays choisi, changent d'affiliation politique et parfois de pays.

Il y a d'abord les « terres promises ». Ce sont les États-Unis, mais les portes du rêve américain se ferment au début des années 20.

C'est ensuite la Palestine avec les pionniers du sionisme. C'est, moins connue, la migration intérieure, en URSS, des juifs de l'ancienne zone de résidence vers les grandes villes qui leur étaient fermées jusque-là. Par ailleurs il y a les « pays neufs » (Canada, Argentine, Uruguay, Cuba, Afrique du Sud, Australie...) et enfin les pays d'Europe de l'Ouest, les plus proches et les plus accessibles : l'Allemagne, l'Angleterre, la Hollande, la Belgique... et la France.

Pour les juifs, la France revêt une image particulière. Pays des *Droits de l'homme*, elle a été le premier à émanciper les juifs, à leur accorder la pleine égalité. Certes, c'est le pays où Dreyfus a été condamné mais c'est d'abord, pour eux, celui qui a vu une mobilisation

civique exceptionnelle aboutissant à sa réhabilitation.

Enfin pour les militants, c'est le pays de la Révolution, de la Commune de Paris et d'un mouvement ouvrier puissant, combatif et internationaliste.

En France, l'immigration juive d'Europe de l'Est devient relativement importante à partir de 1881. Jusqu'à 1914, elle représente environ 20 000 arrivants.

Après la première guerre mondiale, le courant s'amplifie et touche 80 000 nouveaux venus. Ce sont essentiellement des jeunes, souvent pauvres, ne parlant pas ou mal le français, qui se regroupent principalement à Paris, dans les quartiers de l'Est et du centre, qui travaillent pour la plupart dans des « métiers juifs » où ils représentent la majorité, voire la quasi-totalité de la main-d'œuvre : travail à domicile ou petits ateliers de confection, de bonne-

terie... Ils forment ce que l'on appelle en yiddish, la « *yiddische gasse* » (la rue juive).

Un réseau serré d'organisations

Leurs liens avec le mouvement ouvrier français sont anciens. Déjà avant la Première Guerre mondiale, les ouvriers juifs ne parlant que le yiddish s'organisent au sein de la CGT anarcho-syndicaliste dans d'actives sections syndicales qui leur sont propres : casquettiers (dès 1896), fourreurs, tailleurs, ouvriers du cuir... Ils se réunissent également pour débattre d'activités culturelles ou de l'antisémitisme.

Ils se regroupent en 1910, dans la *Commission intersyndicale juive* de la CGT dont le responsable est le bolchévick Salomon Lozovski, futur dirigeant de l'*Internationale syndicale rouge*. Ils éditent un journal, *Der Yiddisher Arbeter*.

Dans les années 20, pour faire face aux problèmes de compréhension linguistique et pour atteindre les milieux immigrés, la CGTU en 1923 et le Parti communiste en 1925 créent à leur tour une branche spécialisée de leur appareil dirigeant : la MOE (Main d'Œuvre Étrangère) qui devient la MOI (Main d'Œuvre Immigrée) en 1932.

Celle-ci met en place sous son autorité une douzaine de sous-sections de langues : espagnole, italienne, arménienne, ... juive (c'est à dire de langue yiddish). Cette dernière est l'organisatrice d'un tissu associatif serré et très diversifié.

Au centre, se trouve un noyau de permanents, membres du parti communiste. Ils se voient en révolutionnaires professionnels et, à l'instar de leurs modèles bolchéviks dans la clandestinité, ils adoptent des pseudonymes : Lerman (Louis Gronowski), Domb (Léopold Trepper), Kutner (Aaron Skrobek), Ravine (Szpejter)...

Ils ont à leurs côtés quelques centaines de membres du parti communiste qui gardent une activité professionnelle

mais qui comme eux « *campent dans l'antichambre de la révolution* » dont l'horizon leur semble proche. S'ils sont présents dans les cellules du PCF, leur espace réel de militantisme, c'est le milieu des juifs immigrés qui forme une communauté compacte, cohérente et structurée appelant des cadres d'organisation de type national.

L'instrument principal de leur influence est le journal. Ce fut d'abord un périodique, paraissant une ou deux fois par semaine qui s'appelait tantôt « *Emes* » (*Vérité*), tantôt « *Freiheit* » (*Liberté*), au gré des interdictions. Enfin le 1^{er} janvier 1934 c'est le lancement du quotidien yiddish, la *Naïe Presse (la Presse Nouvelle)*, avec quelques rédacteurs permanents appuyés par des équipes ardentes de souscripteurs, de diffuseurs.

Ces militants agissent au cœur de ce qu'on appelle des organisations de masse, des associations diverses, qui servent de courroies de transmission pour les mots d'ordre du parti, de viviers d'initiation politique et de recrutement. Il s'agit de l'esquisse d'une contre-société couvrant toutes sortes de besoins. On peut s'y défendre, s'informer, apprendre, lire, se détendre, chanter, faire du sport, se soigner, s'entraider... :

- Les communistes s'imposent en 1925 à la tête de la *Kultur Ligue* qui s'installe au 10 rue de Lancry et devient en même temps qu'un organisme culturel, une sorte de Bourse du travail et de logement, un bureau de renseignements pour l'obtention de papiers d'identité et de travail, le cœur de la vie sociale des jeunes immigrés.

- Sous son égide se créent une bibliothèque, le PYAT (*Parizer Yiddisher Arbeter Teater*, théâtre ouvrier juif de Paris) qui présente des pièces en yiddish à la Bellevilloise ou à la Grange-aux-Belles, une chorale qui comptait 125 participants en 1932 et se produisit à la fête de l'Humanité.

- Le YASK (*Yiddisher Arbeter Klub*), club sportif ouvrier juif (1929) est affilié à la Fédération sportive des travailleurs.

Il organise des sections de natation, de basket, de football, de camping, d'échecs, de gymnastique. Il est présent au cours des grands rassemblements internationaux.

- *L'Arbeter Orden* (ou AO : Ordre ouvrier) créé en 1933, a pour but d'apporter aux travailleurs juifs une aide médicale.

- Les « sociétés » permettent à ceux qui sont originaires des mêmes villes de se rencontrer. Citons aussi l'Organisation des femmes contre le fascisme, la section juive du Secours rouge, les *Patronati* qui aident les prisonniers politiques, le *Funk* pour les étudiants juifs...

- "Les Amis de l'Enfant d'Ouvrier juif" (1934) organisent des patronages qui accueillent les enfants le jeudi, ainsi que les premières colonies de vacances. Les enfants y sont initiés à la culture française, à la culture yiddish et aussi aux idées révolutionnaires. On y chante « *Papa et maman sont dans la rue et construisent des barricades* » ou encore « *Je dis à mon père : Tu sais quand je serai grand je serai un héros, un soldat, un communiste* »... Plus grands, ils passent au YASK ou à l'AYK (*Arbeter Yugend Klub*, le club des jeunes ouvriers), fréquentent les auberges de jeunesse, militent...

- En 1937, toutes ces activités sont coordonnées dans un nouvel organisme, la TSAFO (*Tsentrale fun Arbeter und Folks Organisationsies*) (Centrale des organisations ouvrières et populaires), esquisse de ce que sera l'UJRE après la guerre.

Pour votre liberté et la nôtre

Ces juifs internationalistes, malgré les menaces d'expulsion, sont partie prenante des luttes sociales et politiques du mouvement ouvrier français auquel ils sont rattachés. Ils sont présents avec leurs banderoles en français et en yiddish dans les défilés symboliques du 1^{er} mai, ceux du mur des Fédérés, celui du 14 juillet 1935. On les voit aussi dans les manifestations et sur les barricades contre les ligues factieuses après

les émeutes du 6 février 1934

Appuyés par des collectes et des soirées de solidarité, les travailleurs juifs se retrouvent dans les mouvements revendicatifs animés par la CGTU et par sa section juive. Ce sont ainsi les grèves victorieuses des ouvriers du cuir en 1932, des travailleurs et travailleuses des hôtels-café-restaurants en 1933, des boulangers en 1934, des ouvriers de la confection pour dames et de ceux des 43 ateliers des Galeries Lafayette en 1935. En mai 1936, la Commission intersyndicale juive de la CGT réunifiée compte 22 sections rassemblant 19 000 syndiqués. Après la victoire électorale du *Front Populaire*, les juifs immigrés de tous les secteurs entrent naturellement dans le grand mouvement de grève de juin 1936, occupent les ateliers et récoltent leur part des fruits de cette action : augmentations de salaires, réductions des horaires de travail, et les premiers congés payés. Ceux-ci illuminent, pour eux aussi, les débuts de l'été 36. Mais dès la fin de juillet commence la rébellion franquiste, aidée par Mussolini et Hitler. Immédiatement, la guerre d'Espagne apparaît comme un affrontement avec le fascisme international. Des étrangers, comme des athlètes du YASK venus à Barcelone pour participer aux Olympiades populaires, se rangent aussitôt aux côtés des républicains. Paris devient la plaque tournante de l'envoi de volontaires et beaucoup de militants juifs de France s'engagent avec détermination aux côtés des républicains. Des femmes partent dans les services sanitaires. Ils sont soutenus matériellement et moralement par un Comité juif d'aide à l'Espagne, par la *Naïe Presse* qu'ils reçoivent sur le front et à laquelle ils envoient des nouvelles. Dans les brigades internationales sont présents des milliers de juifs. Beaucoup voulurent être représentés en tant que groupe national, afin de marquer clairement la participation des juifs à la lutte contre le fascisme. Ainsi fut créée une unité spécifiquement juive, la *Compagnie Botwin* de la brigade polonaise Dom-

browski*. Elle possède son propre drapeau sur lequel figure en yiddish, en polonais et en espagnol la devise : « *Pour votre liberté et la nôtre* » et elle publie son organe de presse en yiddish. Quarante-cinq pour cent de ses combattants sont tombés sur le sol espagnol.



Journal yiddish, organe de la Compagnie Botwin paru le 3 novembre 1938

L'action politique prend également des caractères et des thèmes plus ou moins spécifiquement juifs, bien que traduisant les évolutions de la situation internationale et de la ligne générale communiste.

Ainsi, les relations avec les autres organisations juives oscillent-elles entre la lutte acharnée et le front unique. Longtemps, on s'oppose aux juifs religieux et à leur « obscurantisme » ; aux sionistes qui confortent l'idée que les juifs sont foncièrement étrangers, empêchent leur engagement dans les luttes des pays où ils vivent ; aux partisans de l'hébreu, « *langue du passé et des rabbins* », méprisants envers le yiddish, langue du peuple ; aux membres du *Bund*, devenus réformistes et traités de social-fascistes.

Après l'arrivée de Hitler au pouvoir et surtout le 6 février 1934, la nécessité d'un front commun antifasciste est enfin reconnue. À la suite du pacte d'unité d'action entre les partis communiste et socialiste, la sous-section juive du PCF fait de même avec le *Bund* et le *Poale Sion*. Ce pacte est approuvé lors d'un meeting tenu devant 1 000 ouvriers à Paris. Des structures unitaires sont créées : Mouvement Populaire juif, Comité de coordination des jeunes, Front culturel des intellectuels... Tournant le dos à l'anticléricalisme affiché jusque-là, on tend même la main aux juifs religieux. Cette phase

unitaire a duré ce qu'a duré le Front Populaire. Si l'inquiétude antinazie reste partagée par tous, dès la fin de 1937 les structures unitaires se délitent.

Les communistes juifs gardent des liens avec les communautés yiddish de leurs pays d'origine et dans les autres pays de la diaspora ou en Palestine. Ainsi la *Naïe Presse* publie-t-elle des nouvelles les concernant ; on soutient les prisonniers politiques ; on souscrit pour aider les enfants misérables en Pologne. Les contacts sont particulièrement étroits avec les journaux communistes yiddish de par le monde (le *Morgen Freiheit* de New York...) avec lesquels s'échangent des articles. À l'initiative de la *Kultur Ligue* est organisé le *Congrès mondial pour la défense de la culture juive*, qui se tient à Paris en septembre 1937. Quatre mille personnes assistent salle Wagram à Paris, à sa séance inaugurale.

Venus de 23 pays des cinq continents, 102 délégués représentent 677 organisations culturelles et les noms les plus prestigieux du "*Yiddishland*". Seuls les Soviétiques sont absents. C'est le temps de la Grande Purge...

La défense de l'URSS était « la pierre de touche » de l'engagement communiste. C'était vrai pour les juifs communistes, mais avec une tonalité particulière compte tenu de l'importance de la population juive dans le pays du socialisme. La *Naïe Presse* exalte l'essor social des juifs soviétiques avec la disparition des interdictions tsaristes, l'épanouissement de la culture yiddish avec ses écoles, ses théâtres, ses publications. On célèbre et soutient l'établissement de travailleurs juifs dans des coopératives agricoles sous l'égide de l'organisation *Geserd* et ensuite la création d'une Région autonome juive dans la taïga inhospitalière du lointain Birobidjan**. Certains militants partent même de Paris avec drapeaux et caisses à outils pour vivre cette aventure, avant de déchanter.

En 1935-1936, les Arabes de Palestine déclenchèrent une vague d'attentats contre la population juive.

La *Naïe Presse* condamna ces agressions, déclara que la seule voie était le rapprochement des deux peuples et contribua à amener le parti communiste de Palestine à revenir sur ses positions initiales et à condamner à son tour les actes terroristes. Cependant, ces hésitations remettent en cause un rapprochement antifasciste avec les sionistes.

Bien entendu, les militants s'opposaient aux mesures anti-immigrés et au regain de la xénophobie et de l'antisémitisme en France aggravés par la crise. Surtout, les persécutions anti-juives en Allemagne, après les lois racistes de Nuremberg et la "Nuit de Cristal", étaient dénoncées.

La priorité absolue était de barrer la route à Hitler ... ■■■

NDLR

* Lire en page 3 de la PNM n° 306 l'article de Bernard Ebenstein présentant le livre d'Efraïm Wuzek / Larissa Grussow sur la Compagnie Botwin.

** Lire en page 8 de la PNM n° 306 l'article de Jean Radvanyi sur le Birobidjan.

La création de l' UJRE

II. LES ANNÉES DE GUERRE

Le 23 août 1939, c'est la signature du pacte de non-agression germano-soviétique. Huit jours plus tard, Hitler fait pénétrer ses troupes en Pologne.

Commencent alors pour la France et particulièrement pour les Juifs de France des années tragiques. Pour les Juifs communistes, les phases successives de la guerre déterminent les formes et les étapes de l'existence, de l'organisation et de la lutte.

L'organisation dans la guerre

Comme leurs camarades français, les Juifs immigrés communistes furent pris à contre-pied par le pacte. Ils furent déroutés par l'analyse soviétique d'une guerre inter-impérialiste renvoyant dos à dos l'Allemagne et les Anglo-Français. Sous la signature de Rayski l'éditorial du 4 septembre 1939 de la *Naïe Presse* n'en appela pas moins à l'engagement aux côtés du peuple français. Il commençait ainsi : « *Que ce nom soit maudit à jamais : Adolf Hitler !* ». Cela n'empêcha pas l'interdiction du journal, à la suite de celle du PCF. Les Juifs communistes poussèrent leurs camarades à s'enrôler dans l'armée française, par solidarité avec la France et bien sûr par antinazisme. Les Juifs immigrés se pressèrent par milliers dans les bureaux de recrutement. Regroupés dans les régiments de marche des volontaires étrangers, portés sur le front en mai-juin 1940, ils y payèrent plus que leur tribut de morts, de blessés et eurent de très nombreux prisonniers qui pour la plupart allaient passer près de cinq ans dans les stalags.

Le 17 juin 1940, Pétain demande l'armistice. Pendant un an, l'Angleterre seule en tant qu'État continue à combattre. La France, sonnée par la

débâcle, est divisée principalement en deux : la zone occupée et la zone dite libre séparées par une ligne de démarcation. Le régime de Vichy qui a remplacé la III^e République choisit la collaboration avec Hitler. Dès juillet 1940, il commence à mettre en place de sa propre initiative une législation antisémite : remise en question des naturalisations accordées depuis 1927, loi permettant l'internement des juifs, annulation du décret Crémieux, premier Statut des juifs du 3 octobre 1940, les définissant selon des critères raciaux, les excluant de la fonction publique et de nombreux emplois, aggravé en juin 1941 par un second Statut. On crée un Commissariat Général aux Questions Juives qui organise l'aryanisation, c'est à dire la spoliation des biens juifs.

Depuis septembre 1940, tous les Juifs français et étrangers vivant en zone occupée devaient se faire enregistrer dans les commissariats de police à Paris ou les sous-préfectures en province, ce qui permit de créer un volumineux fichier juif utilisé lors des rafles. Les occupants sont à l'origine de l'Institut des Questions Juives chargé de la propagande antisémite qui se déchaîne, relayée par les collaborateurs. Le 14 mai 1941, lors de « *la rafle du billet vert* », les Allemands font arrêter par la police française 3 747 juifs étrangers, adultes de sexe masculin, qui sont dirigés vers les camps d'internement de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande.

Après le désarroi de l'invasion et l'armistice, la M.O.I. et sa section juive se reconstituent. Les liens se renouent rapidement dans ce milieu homogène. Le 15 juillet 1940, paraît le premier numéro clandestin de la Naïe Presse qui prend le nom de *Undzer vor!* (Notre Parole). En septembre 1940 son ancien rédacteur en chef Louis Gronowski, devenu responsable national de toutes les sections de la M.O.I., réunit des responsables juifs. Ils créent une organisation structurée en petits groupes qui prend le nom de "Solidarité", laquelle se donne pour

tâche immédiate l'aide aux familles des combattants morts sur le front, à celles des prisonniers puis aux internés. Il s'agit aussi d'informer la population juive sur Vichy et les nazis.

Dès la fin 1940, "Solidarité" compte une centaine de groupes. Se forment aussi l'organisation de la Jeunesse Juive qui se développe très rapidement, une section de groupes d'intellectuels juifs, une Union des Femmes juives comptant une cinquantaine de groupes. Dans les ateliers les syndicats juifs clandestins reprennent vie.

À l'intérieur des camps d'internement du Loiret, les communistes mettent sur pied des comités clandestins très structurés. En zone « libre » où se sont réfugiés beaucoup de Juifs, un centre autonome se fonde en mai 1941.

La guerre devient mondiale

Le 22 juin 1941, Hitler attaque l'URSS. Pour les communistes, c'est d'une certaine façon une clarification, la reprise de la lutte frontale contre le fascisme. Les États-Unis agressés par le Japon entrent à leur tour dans le conflit. Même si l'Axe continue à enregistrer des succès, l'espoir renaît dans la France occupée où s'effrite la popularité de Pétain. Cependant le sort des Juifs s'aggrave tragiquement. Le 20 août 1941, 4 230 Juifs sont raflés dans le 11^e arrondissement puis conduits à Drancy. En novembre 1941, sur ordre des Allemands se fonde l'UGIF (Union Générale des Israélites de France), organisation obligatoire et contrôlée des Juifs. En décembre 1941, cent otages dont 53 Juifs sont exécutés. Le 25 mars 1942, le premier convoi de déportés part de France pour, dit-on, « *des travaux forcés à l'Est* ».

Le 29 mai 1942 est instaurée l'obligation du port de l'étoile jaune pour les Juifs de plus de six ans. Le 16 juillet 1942 a lieu la rafle du Vél' d'Hiv. C'est encore la police française qui l'effectue, à la demande des occupants. Seront arrêtées 12 884 personnes avec cette fois femmes, enfants et

vieillards. Suivent des arrestations dans toute la zone occupée.

Cette situation crée pour la section juive et pour "Solidarité" des tâches nouvelles : à leur rôle politique et social s'ajoutent désormais la lutte armée et le sauvetage des enfants. Dès 1941, des militants participent activement aux premières actions armées dans le cadre de l'OS (organisation spéciale) du PCF. En mars 1942 apparaissent à Paris des groupes de FTP-MOI constitués d'immigrés, dont le légendaire 2^e détachement spécifiquement juif. Le *Mouvement national contre le racisme* (MNCR) émanation au départ de la section juive de la MOI, s'appuyait essentiellement sur les communistes et les chrétiens. Il révélait dans son périodique « *J'accuse* » ce qu'était la situation des Juifs. Il joua un rôle fondamental dans la mise en sécurité des enfants, en liaison avec la *Commission Centrale de l'Enfance*.

L'espoir renaît



Le débarquement en Afrique du Nord et surtout la capitulation des Allemands à Stalingrad le 2 février 1943 ouvrent la période de la contre-attaque victorieuse des Alliés. Cette dernière phase voit d'un côté le renforcement constant de la Résistance, de l'autre l'accentuation de la répression.

En février 1943, le départ du premier convoi de Juifs français vers la déportation avait dissipé les dernières illusions. Avec l'entrée des Allemands dans la zone Sud le 11 novembre 1942, puis à Nice en septembre 1943, tous les Juifs étaient désormais et surtout des parias pourchassés. L'insurrection du ghetto de Varsovie en avril-mai 1943 avait constitué à la fois un témoignage de la volonté nazie d'extermination et un exemple glorieux pour les combattants juifs.

Au printemps 1943, les conditions sont réunies pour regrouper les forces opposées aux nazis. Afin de renforcer sa place dans la France bientôt libérée, le Parti Communiste présente son

Front National comme ouvert à tous les Français opposés aux occupants et aux collaborateurs. Les différentes composantes de la Résistance s'unissent au sein du *Conseil National de la Résistance* dont le 27 mai, nous venons de célébrer le 70^e anniversaire de l'élaboration de son programme.

Les groupes armés FTP-MOI se sont multipliés en zone Sud avec une très forte participation de Juifs : à Lyon le bataillon « Carmagnole », à Grenoble le bataillon « Liberté », à Marseille « la compagnie Maurice-Korzec », à Toulouse la « 35^e brigade » devenue « la 35^e brigade Marcel Langer » après l'exécution de celui-ci...

C'est dans ce contexte que se réunit la *Conférence des responsables des centres de résistance juive communiste* des deux zones qui décide de créer un organisme central de coordination,

l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide, unifiant "Solidarité" des deux zones, l'"Union de la Jeunesse Juive" (UJJ) créée en mars 1943, l'"Union des Femmes Juives", les Comités juifs du Secours populaire, la Commission intersyndicale juive, les Groupes armés juifs des FTP-MOI.

Notre Parole et *Droit et Liberté* deviennent ses organes en yiddish et en français. Des groupes de combat spécifiques de l'UJRE furent constitués, complétant les autres pré-existants. Chez les Juifs aussi, devant la communauté de destin désormais évidente, la convergence des différents mouvements de résistance devenait également possible. L'UJRE participa à leur unification partielle au sein d'un *Comité Général de Défense* créé en juillet 1943 qui fut rallié en 1944 par le Consistoire, donnant alors naissance au CRIF (*Conseil Représentatif des Israélites de France*).

Les formes de la résistance

L'action de la Résistance juive communiste a pris des formes variées, nécessaires et complémentaires dont l'importance respective a évolué au cours du conflit.

• C'est d'abord l'information et l'appel à la lutte. Tracts, papillons, journaux en yiddish ou en français jouent ce rôle et par leur seule présence entretiennent l'espoir.

C'est d'abord aux Juifs que ces textes s'adressent. Au fur et à mesure qu'ils sont eux-mêmes informés de la réalité, les communistes font tout pour que la population menacée en prenne conscience. Ils diffusent le texte de l'appel en yiddish des Juifs soviétiques lu à radio-Moscou le 24 août 1941 : « *La question même de l'existence du peuple juif se pose dans son ampleur. Il s'agit de la vie ou de la mort de notre peuple !* » Ils dénoncent le légalisme aveugle et suicidaire de l'UGIF, entrée dans la logique infernale du moindre mal . « *Cet organisme doit préparer le terrain à l'isolement des masses juives dans un ghetto...* » écrit « *Notre Parole* ».

Dès le 6 juin 1942 les militants de "Solidarité" distribuent des tracts en yiddish avertissant la population : « *Frères et sœurs (...), D'après les informations que nous recevons de source sûre, les Allemands vont organiser une rafle et une déportation massive de Juifs. (...) Que faire pour ne pas tomber dans les mains des bandits SS ? Que faire pour hâter leur fin et ma libération ? (...)*

1. *Ne pas attendre à la maison les bandits. Prendre toutes les mesures pour se cacher et pour cacher en premier lieu les enfants avec l'aide et la sympathie de la population française.*

2. *Après avoir garanti sa propre liberté, adhérer à une organisation de combat patriotique pour battre l'ennemi sanguinaire et venger ses victimes. (...) Chaque Juif libre et vivant est une victoire sur notre ennemi.* »

Nombre de Juifs n'avaient pu suivre ces appels, mais sans ceux-ci, le bilan de la rafle du Vél' d'Hiv aurait été encore plus lourd. Ils sont les premiers à révéler le 20 novembre 1942 que 11 000 juifs déportés de France avaient été gazés dès leur arrivée.

Les groupes communistes juifs comprirent et exaltèrent immédiatement la

portée de l'insurrection du ghetto de Varsovie, « *la plus grande lutte de notre peuple martyr depuis le soulèvement de Bar Kochba* (...), une nouvelle étape de la lutte d'autodéfense des masses populaires juives dans tous les pays occupés...* »

• Il fallait aussi resserrer les liens avec la population française. Dans ce but on diffuse des tracts ainsi que la brochure de Louis Gronowski et Georges Politzer « *L'antisémitisme, le racisme, la question juive* » qui analyse leurs racines.

A la mi-août 1942, Charles Lederman avec l'accord de la MOI, obtint une entrevue avec l'archevêque de Toulouse. Il l'informe des déportations, de leur destination, des massacres. Le dimanche 23 août, dans toutes les églises du diocèse, on lut la pastorale de protestation de Mgr Saliège :

« *Les Juifs sont des hommes, les Juives sont des femmes ; les étrangers sont des hommes, les étrangères sont des femmes. Tout n'est pas permis contre eux, contre ces hommes, contre ces femmes, contre ces pères et mères de famille ; ils font partie du genre humain ; ils sont nos frères comme tant d'autres ; un chrétien ne peut l'oublier.* »

Le dimanche suivant Mgr. Théas, évêque de Montauban, s'exprima à son tour dans le même sens.

"Solidarité" puis l'UJRE jouèrent un rôle important dans le sauvetage des enfants juifs, par exemple lors d'une intervention rue Lamarck, dans un foyer de l'UGIF, d'où des dizaines d'enfants furent extraits pour être mis à l'abri.

• Les résistants appelaient à entraver par la grève ou le sabotage la production dans les ateliers travaillant pour l'armée allemande. « *Commerçants juifs, ne faites pas d'affaires avec les Allemands. Personne ne doit travailler avec eux volontairement. Si vous y êtes forcés, sabotez la production, travaillez lentement.* »

Ces appels ont été particulièrement suivis chez les gantiers et les fourreurs à la veille de l'hiver russe : articles

défectueux, machines détériorées, incendies d'ateliers et d'entrepôts de vêtements militaires...

- Certains militants germanophones, essentiellement des femmes, furent affectés à ce qu'on appelait le « Travail allemand »**, tâche extrêmement dangereuse d'information et de démoralisation des troupes d'occupation.

- Tout un travail technique indispensable procurait papier, encre, ronéos, machines à écrire, tickets d'alimentation, papiers d'identité, tampons, argent, planques, dépôts, moyens de transport, réseaux de communication, etc.

- La lutte armée a commencé par des actions isolées symboliques avant de devenir une véritable guérilla urbaine. Elle a pris la forme d'attaques directes contre des soldats ou des officiers allemands, de lieux fréquentés par les occupants, d'objectifs militaires (emplacements de DCA, postes d'essence), de sabotage de voies ferrées, plus tard des actions contre les collaborateurs... Citons parmi les centaines de faits d'armes de ces combattants le bilan des FTP juifs de Paris : 16 garages incendiés, 15 bureaux de recrutement du STO attaqués, 78 fabriques et dépôts destinés aux Allemands détruits, 123 camions et autos détruits, 62 hôtels et restaurants d'Allemands attaqués, 31 déraillements, l'attaque de 19 camions bondés de soldats, de 41 unités d'infanterie, de 7 casernes, de 2 batteries de DCA, de 17 groupes d'officiers, l'exécution de 11 traîtres et de 40 officiers supérieurs dont le colonel Ritter responsable du STO en France...



Citons aussi à Toulouse celle de l'avocat général Lespinasse qui avait requis la peine de mort contre Mar-

cel Langer, à Marseille l'attaque à la grenade contre des officiers au *Splendid*...

À la fin ce sont des maquis MOI puis de véritables unités militaires, les milices patriotiques juives, qui participent activement aux combats. Ces unités ont joué un rôle de première importance par exemple dans la reconquête de l'Hôtel de Ville de Paris, dans la libération des villes de Lyon et de Toulouse, de Nîmes. Au lendemain de la Libération de Paris, la compagnie Rayman est intégrée aux Forces Françaises Libres.

Quel a été le bilan de cette résistance des Juifs ?

Qui étaient ces résistants des organisations juives communistes ?

C'étaient bien sûr ceux qui, avant la guerre, étaient déjà liés à la sous-section juive de la MOI et notamment les anciens d'Espagne.

Y ont joué un très grand rôle les jeunes issus du YASK, de l'AYK et ceux qui s'étaient formés dans les patronages, souvent très jeunes, âgés de 15 à 20 ans, totalement francophones. Face aux persécutions, des communistes juifs qui avant-guerre ne militaient pas dans le milieu juif, se sont tournés vers ces organisations juives. Beaucoup d'autres sont devenus communistes parce qu'ils étaient juifs et trouvaient à la fois un moyen de lutter, des explications et une alternative de fraternité. Dans cette résistance juive la place des femmes était particulièrement importante. Elles ont tenu un rôle primordial dans la logistique des groupes, au péril de leur vie.

La part des Juifs dans la résistance française a été particulièrement grande. Les FTP-MOI et parmi eux les Juifs immigrés ont été des combattants de la première heure. On peut souligner leur niveau d'engagement particulièrement précoce et particulièrement élevé au début de la lutte armée dans les années sombres de 41 à 43, ce qui s'explique par les persécutions et l'illégalité auxquelles

ils étaient soumis, par leur désir de vengeance, de lutte pour la survie face à la politique d'extermination. Ils ont porté des coups importants à l'ennemi, contribué à la démoralisation des forces d'occupation, au blocage de troupes à l'Ouest et facilité la Libération, contribuant par là à placer la France au rang des vainqueurs.

Les immigrés ont représenté une grande part des 75 000 juifs déportés de France, dont seuls 2 500 sont revenus. Parmi ceux qui ont été pris comme otages, comme résistants et fusillés ou déportés, les Juifs communistes tiennent une place prépondérante. Les groupes de Paris furent durement touchés en 1943 par trois grandes vagues d'arrestations, dont celle du groupe Manouchian.

L'affiche rouge conçue comme une mise au pilori de ses membres témoigna involontairement de leur lutte et de leur sacrifice.

L'identité juive de cette résistance a parfois été mise en cause. Pourtant, parmi les Juifs en France, les communistes sont ceux qui ont tenu la plus grande place dans la lutte armée, qui en ont payé le prix le plus lourd. En 1944, Marcel Rayman, l'un des vingt-trois de l'Affiche rouge lançait à ses juges : *"En tant que Juif, je ne voyais pas d'autre issue que de prendre les armes à la main pour lutter contre vous"*.

La meilleure réponse est le fait qu'une grande part des Juifs s'est reconnue dans cette résistance et l'a soutenue. Beaucoup admirèrent la détermination et le courage des communistes, qui leur apparaissaient les plus décidés à se battre tout de suite et les plus riches en martyrs.

Cependant, se présentant comme le grand parti patriotique, le PCF a semblé pendant un certain temps gêné de reconnaître la place qu'ont pu tenir dans la Résistance les immigrés et notamment les Juifs.

« *Parce qu'à prononcer leurs noms sont difficiles ?* » écrira Aragon, plus tard... ■■■

* **Bar Kochba** avait organisé entre 132 et 135 la dernière révolte des Hébreux contre l'occupation romaine.

** **NDLR** Lire "Le Travail allemand à l'honneur" en pp.2 et 10 de la **PNM** n° 306.

Regard sur l'histoire

III. QUELQUES REPÈRES DEPUIS 1945

Après la joie de la Libération et surtout après la capitulation allemande, on prend pleinement conscience de l'ampleur du désastre. Les déportés rescapés et les prisonniers libérés reviennent. Parmi les Juifs immigrés peu de familles ont été épargnées et le génocide a pratiquement fait disparaître le Yiddishland. Mais en même temps, après le déluge, s'affirme une volonté de continuer, de dire que, malgré Hitler, « Nous sommes là »*. « *Nous continuons* »**, proclame le film que produit l'UJRE en 1946.

Nous continuons

C'est à la Libération que l'influence du Parti Communiste atteint son apogée dans la société française, et c'est particulièrement vrai parmi les Juifs immigrés. Son prestige est renforcé par le rôle qu'il a joué dans la Résistance, le prix payé par le « Parti des fusillés », l'image de combattants que les Juifs communistes avaient donnée et celle qu'a obtenue l'URSS victorieuse à Stalingrad et libératrice des camps. Certes, quelques mesures prises dès la fin de la guerre privent l'UJRE d'une partie de ses militants. L'*Union de la Jeunesse Juive* est dissoute et ses membres appelés à adhérer à l'*Union de la Jeunesse Républicaine de France* (UJRF). Le Parti communiste souhaitait l'assimilation des immigrés, surtout celle de leurs enfants, et ne voyait dans leurs organisations spécifiques qu'un sas transitoire. On invite aussi des responsables communistes juifs à partir construire le socialisme à Varsovie, Bucarest ou Budapest.

Cependant, l'UJRE va être pendant des années l'organisation la plus influente parmi les Juifs immigrés. Des sections s'implantent dans presque

tous les arrondissements de Paris, en banlieue et dans de nombreuses villes de province. Autour de l'UJRE va se reconstituer puissamment et se compléter le vaste réseau d'organisations que possédait le mouvement avant-guerre***. Elles ont presque toutes leur siège dans les trois bâtiments du 14 rue de Paradis qui devient à son tour le centre emblématique et animé du courant. La *Naïe Presse*, qui paraît sous son titre dès la Libération et tire à 15 000 exemplaires, y a sa rédaction et son imprimerie.

L'*Union des sociétés juives de France* (USJF), longtemps animée par les militants de l'UJRE, regroupe selon leur origine les anciens habitants des diverses villes d'Europe centrale. Ceux-ci aiment à se retrouver et participent à la publication des Livres du souvenir (*Yiskor Buch* – Souviens-toi) du monde anéanti. Jusqu'en 1966, une Commission intersyndicale juive fonctionne au sein de la CGT et joue son rôle dans les ateliers. L'*Union des Engagés Volontaires et Anciens Combattants Juifs* (UEVACJ) est créée. L'*Association des Anciens déportés Juifs de France* (AADJF) fournit une aide médicale puis financière pour favoriser la réinsertion des rescapés. Plus tard elle ouvrira une maison de repos et de retraite. Puis il se créera une *Amicale des Juifs Anciens Résistants* (AJAR). Le dispensaire « *l'Aide Médicale* » de la rue de Paradis prodigue ses soins à des milliers de patients juifs et non juifs. Une Commission sociale assiste les malades, les démunis et plus tard accueille les retraités.

Dans la lignée du *Mouvement national contre le racisme* (MNCR) du temps de la guerre est fondé en mai 1949 le MRAP (*Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix*)



qui a des liens étroits avec l'UJRE, laquelle d'ailleurs lui cède son journal en français : *Droit et Liberté*.

La *Commission Centrale de l'Enfance* auprès de l'UJRE (CCE) s'occupe des enfants cachés pendant la guerre.



J. Minc, A. Rayski, R. Zaleman, M. Chagall,
P. Nowik, S. Zmulek, M. Sisterman
et les enfants d'Andrésy

Après en avoir rendu 1 200 à leurs parents rescapés ou à leurs proches, elle prend en charge, place dans des maisons d'enfants ou des foyers 750 enfants orphelins, parfois très jeunes, dont elle accompagne l'éducation jusqu'à leur majorité.

Par ses colonies de vacances et ses patronages (les *Jeunes Bâisseurs* aux foulards verts), la CCE accueille chaleureusement les enfants des immigrés et les éduque dans ce qu'on appelle l'esprit progressiste. On y chante les chants folkloriques français et yiddish et aussi *la Jeune Garde*. On y exalte la Résistance. Les adolescents se réunissent dans des groupes qui prendront le nom de *Cadets*, de *Travail et Joie*, ou simplement de *Groupe des jeunes*... Le passage par les foyers ou les colonies a été suffisamment marquant pour qu'existent jusqu'à nos jours une *Amicale des Anciens des Foyers* et une *Association des Amis de la CCE* (AACCE)...

Un rôle politique, social et culturel

L'UJRE mène après la guerre une action à la fois sociale, politique et culturelle. Elle défend les droits des immigrés. Elle mène campagne pour la restitution de leurs biens et de leurs logements aux Juifs spoliés durant la guerre, pour les droits des déportés,

des anciens combattants, des veuves et des orphelins. La question des naturalisations occupe l'UJRE d'abord à la Libération quand il s'agit de rétablir dans leur citoyenneté les Juifs dénaturalisés par les lois de Vichy et d'obtenir pour ses membres la simplification et l'acceptation des dossiers de naturalisation, notamment pour les anciens combattants et les déportés. Plus tard avec la guerre froide, dans les années 1948-1952, le gouvernement engage des retraits de naturalisation à l'encontre de militants communistes immigrés anciens combattants, préludes à leur expulsion. Des campagnes de protestation et des recours juridiques aboutissent à l'annulation de ces procédures par le Conseil d'État.

L'UJRE se range résolument du côté de ceux qui se présentent comme étant du camp de la paix. En 1950, elle fait signer l'appel de Stockholm pour l'interdiction des armes nucléaires. En 1954, elle joue un rôle particulier dans la lutte contre le projet de création d'une *Communauté européenne de défense* (CED) qui permettait le réarmement allemand ; la CED sera rejetée par le Parlement. En 1957, elle proteste contre la nomination de l'ancien général nazi Speidel à la tête des forces terrestres de l'OTAN dans le secteur Centre-Europe. Elle dénonce le rôle de conseiller juridique d'Adenauer attribué à Globke, coauteur des lois de Nuremberg. Elle s'oppose à toute indulgence envers les criminels de guerre nazis en Allemagne de l'Ouest.

De même, elle combat le retour sur la scène publique des vichystes et des collaborateurs ainsi que les résurgences de l'extrême droite, de Poujade à Le Pen. Elle tient sa place dans les grandes luttes de la gauche.

Pendant la période maccarthyste, elle participe ardemment à la campagne qui essaie en vain d'arracher les Rosenberg à la mort. Elle exprime sa solidarité avec les luttes sociales (aidant ainsi les mineurs en grève), avec les peuples colonisés.

L'UJRE se veut garante de la mémoire de la Résistance et des victimes du Génocide. Elle participe à toutes les manifestations de commémoration de la rafle du Vel' d'Hiv, du soulèvement du ghetto de Varsovie, de l'exécution des premiers otages... Les sociétés de villes font graver les noms des victimes dans les cimetières de Bagneux et de Pantin. Les différentes organisations ont œuvré pour l'apposition de plaques commémoratives des résistants juifs devant les immeubles où ils ont vécu, par l'attribution de leur nom à certaines rues.

L'activité culturelle reprend. Les éditions *Oifsnai* (Renouveau) publient des revues littéraires, de nombreuses œuvres yiddish. Pour le 50^e anniversaire de Thorez, dans le style de l'époque, on traduit en yiddish son fameux « *Fils du peuple* ». Plus tard, les Editions du Renouveau entreprennent de faire connaître la culture juive aux lecteurs exclusivement francophones avec la revue « *Domaine yiddish* ». Elles publient de nombreux ouvrages historiques comme *Le Billet Vert*, *Héros juifs de la Résistance française*, *Combattants juifs dans l'armée républicaine espagnole*. En 1959, elle participe à la célébration par l'UNESCO du centenaire de Cholem Aleichem. Le Théâtre d'art yiddish de Paris (YKUT) continue celui d'avant-guerre. Le Centre culturel juif organise conférences et expositions de peinture. La Chorale populaire juive passe le relais à de nouvelles générations.

Pour financer les maisons d'enfants, les colonies de vacances, le journal, les militants organisent des campagnes de souscription, rassemblent des dons d'artistes et des produits qui se vendent dans les kermesses à l'Hôtel Moderne, place de la République, ou rue de Paradis.

Désillusions, difficultés, défis...

Cependant, les militants ont dû affronter des désillusions et des difficultés multiples, faisant perdre à l'UJRE une grande partie de son influence.

La fin des années 40 et le début des années 50 voient dans le camp socialiste le déferlement d'un antisémitisme d'État sous le masque de la lutte contre « le cosmopolitisme sans racines » puis contre les « complots sionistes ». Les manifestations les plus dramatiquement spectaculaires en sont d'abord le procès Slansky (1952), où l'origine juive de onze des quatorze accusés est clairement pointée, et peu après par le « complot des blouses blanches » (janvier 1953). Il est déclaré que des médecins soviétiques avaient reçu de l'organisation juive américaine JOINT l'ordre d'exterminer les dirigeants de l'URSS. L'UJRE reprend ce discours, nie l'existence d'un antisémitisme soviétique et dénonce « *les dirigeants sionistes-bundistes aux ordres de l'impérialisme américain* », « *les fauteurs de guerre qui réarment l'Allemagne et attaquent nos libérateurs* ». Ses militants s'affrontent physiquement, à la Mutualité, aux organisations juives organisatrices d'un meeting de protestation. Pour prendre pleinement conscience de l'ampleur du drame il faudra attendre 1956, le fameux rapport « secret » de Khrouchtchev dénonçant les crimes de Staline et un éditorial du journal yiddish de *Varsovie Folks Shtime* (La voix du peuple) révélant l'exécution le 12 août 1952 de treize membres de l'ancien Comité antifasciste juif (dont les écrivains yiddish Markish, Fefer, Bergelson...). C'est un véritable séisme. Certains militants s'éloignent du mouvement.

Dès lors ceux qui restent, consciences malheureuses, ne nient plus l'existence d'un antisémitisme à l'Est dont le centre névralgique est à Moscou. Avec l'appui de la direction du PCF, une délégation de trois membres de l'UJRE est envoyée en URSS en 1958. Les explications reçues ne satisfont en tout cas pas l'un d'eux, Henri Slovès. Par la suite, l'UJRE réagira aux différentes manifestations d'antisémitisme récurrentes dans les pays du socialisme réel. Ainsi en 1964, la *Naïe Presse*

dénonce la publication par l'Académie des Sciences d'Ukraine de la brochure d'un certain Kichko, intitulée « *Judaïsme sans fard* ». Le texte et les illustrations sont antisémites et ce sera, à l'initiative de l'UJRE, l'un des premiers cas où le PCF désavouera publiquement un scandale soviétique.

En 1967-68, le pouvoir polonais lance à son tour une vaste campagne antisémite. Sous couvert d'antisionisme, une purge exclut du parti et chasse de leurs postes les Juifs qui occupent des fonctions élevées dans l'appareil du pouvoir ou à l'Université. Vingt mille juifs sont privés de leur identité polonaise et sont poussés à l'exil.

L'UJRE condamne ce qu'elle dénonce comme une perversion du socialisme. Le discours des responsables est le suivant : ces manifestations sont totalement condamnables. Elles sont en contradiction complète avec les valeurs du socialisme pour lequel les militants se sont engagés et qui demeure l'avenir de l'humanité. Ils estiment que le mouvement en France n'est pas contaminé par ce poison antisémite. Ils se pensent utiles en utilisant le canal du PCF pour obtenir des explications et surtout quelques améliorations de la situation de la culture yiddish en URSS, comme la parution de la revue « *Sovietische Heimland* » (La patrie soviétique) et l'accueil d'Esther Markish, veuve du poète juif assassiné.

Sur Israël, le discours de l'UJRE est apparu assez vite à contre-courant. Elle avait soutenu le droit des Juifs à avoir un État et salué la création d'Israël, à qui elle apporta une aide politique et matérielle importante lors de la première guerre israélo-arabe. Cela avait accru le capital de sympathie dont elle disposait à la Libération. Mais après cette courte lune de miel avec les autres organisations juives, l'UJRE entra de plus en plus en contradiction avec ce que ressentaient beaucoup de Juifs de France.

Ce fut surtout le cas en 1967, avec la Guerre des Six Jours****. Face aux

mesures et aux déclarations menaçantes de Nasser, aux appels à « *jeter les Juifs à la mer* », beaucoup de Juifs furent plongés dans l'angoisse, craignant un nouveau génocide et la disparition d'Israël. Or quand la guerre a éclaté, en concordance avec la politique étrangère soviétique, par solidarité anti-impérialiste avec les peuples luttant pour leurs droits nationaux, en l'occurrence les Palestiniens, le parti communiste et l'UJRE ont condamné l'offensive israélienne présentée comme préventive. Par la suite la position de l'UJRE évoluera, soutenant une solution politique de deux États, ce qui implique la reconnaissance des droits nationaux des Palestiniens et le droit à la sécurité d'Israël.

Enfin, depuis, si l'UJRE dénonce à juste titre l'antisémitisme d'extrême-droite, elle éprouve des difficultés à analyser l'antisémitisme de mouvements tiers-mondistes, notamment dans les sociétés arabes, et celui issu d'une certaine extrême-gauche.

D'autres changements économiques et sociaux représentent aussi des défis difficiles à relever. Le prolétariat yiddish des ateliers ne s'est pas renouvelé. On a assisté au vieillissement et à la disparition progressive de la génération des fondateurs et de leur environnement. Deux générations disparaissent, celle de l'avant-guerre, héritière de la Révolution d'octobre et celle de la Libération marquée par le génocide et la Résistance. Elles ne sont pas remplacées. Les yiddishistes se sentent un peu les derniers des Mohicans. Malgré l'intérêt tardif des enfants et petits-enfants d'immigrés pour le yiddish, cette langue est passée, en France du moins, du statut de langue vivante à celui de langue sentimentale évocatrice d'un passé disparu. À partir de 1974, la *Naïe Presse* ne sort plus que trois fois par semaine et en 1993 elle cesse définitivement de paraître.

L'arrivée massive de juifs originaires d'Afrique du Nord entre 1954 et 1962 a changé la physionomie de la judaïté française.

Le retour du religieux dans le monde juif, parfois sous une forme de séparatisme communautaire, interpelle les juifs laïques.

Le monde n'est pas celui qu'avaient espéré les jeunes révolutionnaires des années 20 et 30. Est-ce à dire que le bilan de cette génération est totalement vide? Le rôle qu'ils ont joué pendant la guerre est en soi une justification de leur vie. Leurs échecs sont aussi en partie le revers de leurs succès. Il n'y a pas eu de relève directe importante. Les enfants sortis des colonies, des patronages, des foyers sont entrés de plain-pied dans la société française. Beaucoup se sont engagés dans les mouvements sociaux. Ils ont hérité de l'internationalisme, de l'antiracisme, de la sensibilité sociale de leurs aînés. Les publications de l'UJRE, désormais exclusivement en français (la page française de la Naïe Presse, puis la Presse Nouvelle Hebdomadaire et aujourd'hui la Presse Nouvelle Magazine) s'adressent à ce nouveau public.

Dans cet esprit, ceux qui ont pris le relais pensent qu'ils sont fondés à porter une autre parole, juive, laïque et progressiste. ■

Alex Gromb

NDLR

* **Zog Nit Keynmol** (זאג ניט קיין מאל) écrit en 1943 en yiddish par Hirsch Glick, détenu au ghetto de Vilnius, inspiré par des nouvelles annonçant le soulèvement du ghetto de Varsovie, mis en musique par Dmitry Pokrass, devient vite un symbole de résistance contre l'Allemagne nazie et l'un des principaux hymnes chantés dans le monde entier à la mémoire des victimes du génocide juif. Son titre, qui signifie « Ne dis jamais », découle de la première ligne du chant – « Ne dis jamais que tu vas ton dernier chemin » – qui se termine en affirmant : *Mir zaynen do !* « Nous sommes là ! ».

** **Nous continuons**, film produit par l'UJRE en 1946 (Equipe de réalisation : Moshe Bahelfer, O. Fessler, A. Hamza, Ilya Holodenko, Jean Weinfeld, prises de vue : Agaï, Defassiaux), n° de visa 5445. Version originale yiddish restaurée par le Ministère de la Culture.

*** Voir au début de ce document :

I. Au coeur d'une jeunesse yiddish immigrée en France (jusqu'à 1939)

**** Voir sur la chaîne Public Sénat : *'1967, six jours en juin'*

Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide

Ci-dessous, la traduction française de l'éditorial publié par Adam Rayski le 4 septembre 1939 dans la *NAÏE PRESSE*



(voir ci-dessous le facsimilé yiddish).

« On note en manchette de ce numéro*, le mot **KRIEG** (GUERRE).

La *Wehrmacht* venait en effet d'envahir la Pologne dès le 1^{er} septembre 1939, et l'Angleterre et la France la lui déclaraient en retour le 3 septembre.

NAÏE PRESSE n'a été interdite que le 18 septembre 1939.

L'édito est un véritable appel à la guerre contre l'Allemagne nazie. L'éditorialiste est persuadé que l'Allemagne nazie sera écrasée, de même que Hitler, *"le plus grand ennemi que l'humanité ait jamais connu"*.

Les plus hautes instances de l'organisation « Les amis de la Presse Nouvelle » (*Fraynd fun NAÏE PRESSE*) avaient auparavant longuement débattu au sujet du « pacte ». M. Kenig, l'un des dirigeants de ce groupe et de la *NAÏE PRESSE*, avait donné un signal fort en s'engageant dans l'armée française dès le 2 septembre 1939. »

Lucien Steinberg
in PNM 217
de juin 2004



Editorial de la Naïe Presse du 4 sept. 1939

« Personne ne voulait la guerre sauf

Hitler et sa clique. L'hitlérisme qui a commencé son existence et a cherché sa justification dans la persécution et l'assassinat des juifs, cherche actuellement son salut dans un meurtre de masse, à l'échelle mondiale.

Dans la mer de sang qu'il fera couler, il se noiera. Sous les ruines de ses destructions, il trouvera sa propre mort.

Nous juifs, qui avons un compte à régler avec Hitler, nous non plus n'avions pas voulu cette guerre. Mais l'heure a sonné, le moment est venu, une guerre sans pitié commence.

Nous entrons dans la guerre aux côtés du peuple de France.

Qui sommes-nous ?

L'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide naît en 1943 de l'unification des divers mouvements de la résistance juive au nazisme, issus de la *MOI (Main d'Œuvre Immigrée)*. À l'origine de la création du *MNCR* qui deviendra le *MRAP*, puis cofondatrice du *CRIF*, elle participe à la lutte armée et, poursuivant l'action du mouvement *Solidarité*, malgré les risques encourus, œuvre entre autres au sauvetage des enfants juifs. À la Libération, elle élèvera et éduquera des enfants de déportés et de fusillés, dans le cadre de sa *Commission Centrale de l'Enfance*, *CCE*, et reprendra la publication de la *Naïe Presse*, le plus important quotidien yiddish d'Europe, fondé en 1934. Elle animera de nombreuses autres associations.

Aujourd'hui, l'UJRE porte la mémoire du génocide et de la résistance des juifs (cofondation de *Mémoire des Résistants juifs de la MOI, MRJ-MOI*). Elle édite la *Presse Nouvelle Magazine, PNM*, mensuel d'information qui aborde de manière critique les problèmes politiques, sociaux et culturels, nationaux et internationaux.

Au nom des valeurs qui l'animent, l'UJRE agit pour le progrès humain, elle combat toutes formes de racisme, d'antisémitisme et de xénophobie, ouvertes ou sournoises, s'oppose au repli identitaire, et milite pour que s'instaure au Moyen-Orient une paix durable, garantissant l'existence de l'État d'Israël et de l'État de Palestine. ■

Le 4 septembre 1939, Adam Rayski déclarait :

*"Maudit soit à jamais le nom : Adolphe Hitler !
Maudite soit à jamais l'idée : le national-socialisme !
Maudit soit à jamais le régime : le fascisme !*

Depuis quelques jours, des milliers de juifs parisiens s'engagent volontairement. Ils forment déjà une armée qui ne cessera de grandir et de croître car pas un seul homme apte à se battre ne restera à la maison. Comme tous les français, nous entrons dans la guerre avec la certitude de la victoire. Hitler est isolé devant la haine qui se déchaîne contre lui. La guerre, quelle que soit sa durée, finira pour Hitler, le plus grand ennemi que l'humanité ait jamais connu, par une défaite foudroyante et alors nous pourrons, ensemble avec le monde entier, pour la première fois, respirer librement.

*Vive la France !
Pour la France et pour notre peuple ! » ■*

(*) Bibliothèque Nationale, Cote JO 210 25.